

FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE
SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

I- RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre conseil d'administration et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous avons effectué l'audit des états financiers du fonds communs de placement « FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de D : 10.132.277, un actif net de D : 10.105.591 et un bénéfice de D : 679.656.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière et la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention sur la note 3.2 des états financiers, qui décrit la méthode adoptée par le fonds « FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE » pour la valorisation du portefeuille des obligations et valeurs assimilées suite aux recommandations énoncées par le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances et en présence de différentes parties prenantes.

Ce traitement comptable, devrait être, à notre avis, confirmé par les instances habilitées en matière de normalisation comptable.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du gestionnaire pour les états financiers

Le gestionnaire du fonds commun de placement est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au gestionnaire qu'il incombe d'évaluer la capacité de la poursuite de l'activité du fonds, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il a l'intention de liquider le fonds.

Il incombe au gestionnaire du fonds commun de placement de surveiller le processus d'information financière du fonds.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le gestionnaire, de même que des informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le gestionnaire du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la poursuite de l'activité du fonds. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le gestionnaire à liquider le fonds ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables du gestionnaire notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- RAPPORT RELATIF A D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du fonds. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au gestionnaire du fonds commun de placement.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis, le 24 mars 2025

Le commissaire aux comptes :

DELTA CONSULT

Said MALLEK

BILAN DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en dinars)

| ACTIF | Note | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|-------------|------------------------------|------------------------------|
| Portefeuille-titres | 4 | <u>6 362 763,704</u> | <u>8 183 303,992</u> |
| Obligations et valeurs assimilées | | 5 865 056,160 | 7 547 108,297 |
| Titres des Organismes de Placement Collectif | | 497 707,544 | 636 195,695 |
| Placements monétaires et disponibilités | | <u>3 762 160,541</u> | <u>4 574 088,616</u> |
| Placements monétaires | 5 | 3 762 160,541 | 4 574 088,616 |
| Créances d'exploitation | 6 | <u>7 352,759</u> | <u>7 352,759</u> |
| TOTAL ACTIF | | <u>10 132 277,004</u> | <u>12 764 745,367</u> |
| PASSIF | | | |
| Opérateurs créditeurs | 7 | 12 697,751 | 35 167,525 |
| Autres créditeurs divers | 8 | 13 987,989 | 8 453,493 |
| TOTAL PASSIF | | <u>26 685,740</u> | <u>43 621,018</u> |
| ACTIF NET | | | |
| Capital | 9 | 9 645 311,242 | 12 044 940,084 |
| Sommes distribuables | | | |
| Sommes distribuables de l'exercice | | 460 280,022 | 676 184,265 |
| ACTIF NET | | <u>10 105 591,264</u> | <u>12 721 124,349</u> |
| TOTAL PASSIF ET ACTIF NET | | <u>10 132 277,004</u> | <u>12 764 745,367</u> |

ETAT DE RESULTAT

(Montants exprimés en dinars)

| | Note | Exercice clos le 31/12/2024 | Exercice clos le 31/12/2023 |
|--|------|--------------------------------|--------------------------------|
| Revenus du portefeuille-titres | 10 | 450 143,541 | 462 090,228 |
| Dividendes | | 25 043,126 | 2 509,248 |
| Revenus des obligations et valeurs assimilées | | 425 100,415 | 459 580,980 |
| Revenus des placements monétaires | 11 | 50 459,484 | 53 327,959 |
| Revenus des prises en pension | 12 | 163 631,824 | 348 766,884 |
| TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS | | 664 234,849 | 864 185,071 |
| Charges de gestion des placements | 13 | (120 712,094) | (137 253,869) |
| REVENU NET DES PLACEMENTS | | 543 522,755 | 726 931,202 |
| Autres charges | 14 | (31 681,145) | (35 030,610) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 511 841,610 | 691 900,592 |
| Régularisation du résultat d'exploitation | | (51 561,588) | (15 716,327) |
| SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE | | 460 280,022 | 676 184,265 |
| Régularisation du résultat d'exploitation (annulation) | | 51 561,588 | 15 716,327 |
| Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres | | (483,851) | 57 307,304 |
| Plus ou moins values réalisées sur cessions de titres | | 168 298,314 | 31 337,972 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 679 656,073 | 780 545,868 |

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars)

| | <i>Exercice clos le</i> <i>31/12/2024</i> | <i>Exercice clos le</i> <i>31/12/2023</i> |
|---|--|--|
| VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION | 679 656,073 | 780 545,868 |
| Résultat d'exploitation | 511 841,610 | 691 900,592 |
| Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres | (483,851) | 57 307,304 |
| Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres | 168 298,314 | 31 337,972 |
| TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL | (3 295 189,158) | (2 281 166,358) |
| Souscriptions | | |
| - Capital | 5 312 300,679 | 8 716 226,001 |
| - Régularisation des sommes non distribuables | 361 277,022 | (171 392,858) |
| - Régularisation des sommes distribuables | 204 947,563 | 354 876,108 |
| Rachats | | |
| - Capital | (8 372 521,143) | (10 859 966,800) |
| - Régularisation des sommes non distribuables | (544 684,128) | 49 683,626 |
| - Régularisation des sommes distribuables | (256 509,151) | (370 592,435) |
| VARIATION DE L'ACTIF NET | (2 615 533,085) | (1 500 620,490) |
| ACTIF NET | | |
| En début de l'exercice | 12 721 124,349 | 14 221 744,839 |
| En fin de l'exercice | 10 105 591,264 | 12 721 124,349 |
| NOMBRE DE PARTS | | |
| En début de l'exercice | 112 663 | 134 015 |
| En fin de l'exercice | 84 039 | 112 663 |
| VALEUR LIQUIDATIVE | 120,249 | 112,913 |
| TAUX DE RENDEMENT | 6,50% | 6,40% |

NOTES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

NOTE 1 : PRESENTATION DU FONDS

« FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE » initialement dénommé « FCP SMART EQUILIBRE » est un fonds commun de placement de catégorie obligataire, régi par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Il a été créé le 30 Novembre 2015 à l'initiative de la société « SMART ASSET MANAGEMENT » et « AMEN BANK » et a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 23 Décembre 2014.

La société de gestion SMART ASSET MANAGEMENT en sa qualité de gestionnaire de FCP SMART EQUILIBRE a obtenu l'agrément du CMF n°40-2020 du 05 Novembre 2020 pour le changement de la catégorie dudit fonds de FCP mixte à FCP obligataire et l'agrément du CMF n°41-2020 du 05 Novembre 2020 pour le changement de la dénomination dudit fonds de FCP SMART EQUILIBRE à FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE. Ces modifications entrent en vigueur à partir du 04 Janvier 2021.

Il a pour objet la constitution et la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Le capital initial s'élève à D : 100.000 divisé en 1.000 parts de D : 100 chacune. Sa durée de vie est de 99 ans à compter de la date de sa création.

Etant une copropriété de valeurs mobilières dépourvue de la personnalité morale, le fonds se trouve en dehors du champ d'application de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus encaissés au titre des placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

« FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE » est un fonds commun de placement de capitalisation.

Le dépositaire de ce fonds est l'AMEN BANK. Le gestionnaire étant SMART ASSET MANAGEMENT.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1-Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le fonds.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2-Evaluation des placements en obligations & valeurs assimilées

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs assimilées sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31 Décembre 2024, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations du « FCP SMART EQUILIBRE » figurant au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations sont évalués au coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances en présence de différentes parties prenantes, les Bons du Trésor Assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31/12/2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.
- A la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1^{er} Janvier 2018.

FCP SMART EQUILIBRE détient deux lignes de BTA dont la souche a été ouverte à l'émission après le 1^{er} Janvier 2018, elles sont valorisées à la valeur actuelle sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines.

3.3-Evaluation des titres OPCVM

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

3.4-Evaluation des placements monétaires

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.5-Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3.6-Opérations de pensions livrées

- Titres mis en Pension

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan sous une rubrique distincte parmi le portefeuille titres, « Titres mis en pension ».

La dette correspondant à la somme reçue du cessionnaire et devant être restituée à l'issue de la pension est également individualisée et présentée sous une rubrique spécifique au passif du bilan, « Dettes sur opérations de pensions livrées ».

Les mêmes règles d'évaluation des placements et de prise en compte des revenus y afférents développés dans les paragraphes précédents, sont applicables aux titres donnés en pension.

Sont considérés des intérêts, les revenus résultant de la différence entre le prix de rétrocession et le prix de cession au titre des opérations de pensions livrées.

Ainsi, le fonds procède à la constatation de la charge financière représentant les intérêts courus qui devraient être versés au cessionnaire sous une rubrique distincte de l'état de résultat « Intérêts des mises en pensions ».

- Titres reçus en Pension

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits à l'actif au niveau du portefeuille titres. La créance correspondant à la somme due au cédant est individualisée et présentée parmi les placements monétaires sous la rubrique « Créances sur opérations de pensions livrées ». Les rémunérations y afférentes sont inscrites à l'état de résultat sous une rubrique spécifique « Revenus des prises en pension ».

Note 4 : Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à D : 6.362.763,704 et se détaille ainsi :

| Code ISIN | | Nombre de titres | coût d'acquisition | Valeur au 31/12/2024 | % Actif net |
|--|--|------------------------|-----------------------|-------------------------|-------------------|
| Obligations de sociétés et valeurs assimilées | | | 5 637 455,142 | 5 865 056,160 | 58,04% |
| Obligations de sociétés | | | 1 690 000,000 | 1 764 136,256 | 17,46% |
| TN0006610554 | ATTIJARI LEASING SUB 2020-1 TF | 1 000 | 20 000,000 | 20 157,260 | 0,20% |
| TN0PID0RGAE6 | BH SUB 2021-2 TF | 5 000 | 400 000,000 | 405 903,781 | 4,02% |
| TN0002102150 | Tunisie Leasing et Factoring 2021-1 TF | 4 000 | 160 000,000 | 168 878,290 | 1,67% |
| TNZSBU7F6WY7 | Tunisie Leasing et Factoring SUB 2021 TF | 1 500 | 60 000,000 | 60 837,699 | 0,60% |
| TNODT4SXV9P9 | BIAT SUB 2022-1 C | 5 000 | 500 000,000 | 521 258,082 | 5,16% |
| TNYJL6N2AEP6 | Tunisie Leasing et Factoring 2022-1 TF | 2 500 | 150 000,000 | 158 458,521 | 1,57% |
| TNMA55MMDD46 | ATL 2023-1 CAT A TF 10,5% | 5 000 | 400 000,000 | 428 642,623 | 4,24% |
| Emprunt National | | | 3 100 000,000 | 3 175 948,933 | 31,43% |
| TNYZO6UGUZ33 | Emprunt National 2021 T3 CAT B TF | 5 000 | 500 000,000 | 504 243,288 | 4,99% |
| TN0008000838 | Emprunt National 2021 T1 CAT B | 15 000 | 1 500 000,000 | 1 553 233,973 | 15,37% |
| TNRGVSC8DE36 | Emprunt National 2022 T3 CAT B TF | 5 000 | 500 000,000 | 510 963,836 | 5,06% |
| TNBII1MJCEF3 | Emprunt National 2023 T4 CAT B TX | 5 000 | 500 000,000 | 502 470,137 | 4,97% |
| TN5WI26K4ER0 | Emprunt National 2024 T2 CATC TF | 1 000 | 100 000,000 | 105 037,699 | 1,04% |
| Bons du trésor assimilables | | | 847 455,142 | 924 970,971 | 9,15% |
| TN0008000747 | BTA 7.2% MAI 2027 | 350 | 317 650,000 | 345 440,310 | 3,42% |
| TN0008000796 | BTA 7.5% JANVIER 2028 | 580 | 529 805,142 | 579 530,661 | 5,73% |
| Titres des Organismes de Placement Collectif | | | 409 999,194 | 497 707,544 | 4,93% |
| Titres des OPCVM | | | | | |
| TN9LYNLKMSY6 | Sicav Patrimoine Obligataire | 852 | 124 097,208 | 147 648,192 | 1,46% |
| TNT3NVORPU09 | FCP BNA Capitalisation | 1 405 | 235 883,682 | 299 422,360 | 2,96% |
| TN0006830012 | SICAV AXIS TRESORERIE | 448 | 50 018,304 | 50 636,992 | 0,50% |
| TOTAL | | | 6 047 454,336 | 6 362 763,704 | 62,96% |
| Pourcentage par rapport au total des Actifs | | | | | 62,80% |

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

| | <u>Coût</u> d'acquisition | <u>Intérêts</u> courus | <u>Plus</u> <u>(moins)</u> values latentes | <u>Valeur</u> au 31 décembre | <u>Plus (moins)</u> values réalisées |
|--|------------------------------|---------------------------|---|------------------------------------|--|
| Soldes au 31 décembre 2023 | 7 796 003,188 | 266 973,809 | 120 326,995 | 8 183 303,992 | |
| Acquisitions de l'exercice | | | | | |
| Titres OPCVM | 5 812 111,696 | | | 5 812 111,696 | |
| Emprunt national | 100 000,000 | | | 100 000,000 | |
| Remboursement et cessions de l'exercice | | | | | |
| Annuités obligations de sociétés | (380 000,000) | | | (380 000,000) | - |
| Bons du Trésor assimilables | (1 317 360,000) | | | (1 317 360,000) | 32 640,000 |
| Titres OPCVM | (5 963 300,548) | | | (5 963 300,548) | 135 658,314 |
| Variation des plus (ou moins) values latentes | | | (483,851) | (483,851) | |
| Variations des intérêts courus | | (71 507,585) | | (71 507,585) | |
| Soldes au 31 décembre 2024 | 6 047 454,336 | 195 466,224 | 119 843,144 | 6 362 763,704 | 168 298,314 |

Note 5 : Placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à D : 3.762.160,541, se détaillant comme suit :

| Code ISIN | Désignation du titre | Coût d'acquisition | Valeur actuelle | % actif net |
|-----------|---|-----------------------|----------------------|----------------|
| | Dépôts à vue | 263 606,666 | 264 000,421 | 2,61% |
| | AMEN BANK | 263 606,666 | 264 000,421 | 2,61% |
| | Pensions livrées | 900 422,148 | 901 522,494 | 8,92% |
| | Pension Livrée BT 9% au 27/01/2025 pour 32 jours | 700 192,863 | 701 243,152 | 6,94% |
| | Pension Livrée BT 9% au 19/02/2025 pour 50 jours | 200 229,285 | 200 279,342 | 1,98% |
| | Comptes à Terme | 600 000,000 | 604 776,855 | 5,98% |
| | BTL (au taux de 10,09% / durée = 91J / échéance 26/02/2025) | 600 000,000 | 604 776,855 | 5,98% |
| | Certificats de dépôt | 1 990 205,694 | 1 991 860,771 | 19,71% |

| | | | | |
|--------------|--|----------------------|----------------------|---------------|
| TN3W08SUN9P5 | Amen Bank (au taux de 8,99% / durée = 40J / échéance 03/02/2025) | 992 087,922 | 993 461,219 | 9,83% |
| TNT29R93FB84 | BNA (au taux de 8,49% / durée = 10J / échéance 09/01/2025) | 499 058,886 | 499 246,754 | 4,94% |
| TNNGPVUKINU7 | BNA (au taux de 8,49% / durée = 10J / échéance 10/01/2025) | 499 058,886 | 499 152,798 | 4,94% |
| | Bons de trésor à court terme | 0,000 | 0,000 | 0,00% |
| | | | | |
| | TOTAL | 3 754 234,508 | 3 762 160,541 | 37,23% |
| | Pourcentage par rapport au total des Actifs | | 37,13% | |

Note 6 : Créances d'exploitation

Cette rubrique accuse au 31/12/2024 un solde de D : 7.352,759 contre le même solde au 31/12/2023 et s'analyse comme suit :

| | <u>31/12/2024</u> | <u>31/12/2023</u> |
|------------------|-------------------|-------------------|
| Débiteurs divers | 7 352,759 | 7 352,759 |
| Total | 7 352,759 | 7 352,759 |

Note 7 : Opérateurs créditeurs

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 12.697,751 contre D : 35.167,525 au 31/12/2023 et s'analyse comme suit :

| | <u>31/12/2024</u> | <u>31/12/2023</u> |
|------------------------------|-------------------|-------------------|
| Rémunération du gestionnaire | 8 078,125 | 30 530,644 |
| Rémunération du dépositaire | 4 619,626 | 4 636,881 |
| Total | 12 697,751 | 35 167,525 |

Note 8 : Autres créditeurs divers

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 13.987,989 contre D : 8.453,493 au 31/12/2023 et s'analyse comme suit :

| | <u>31/12/2024</u> | <u>31/12/2023</u> |
|---|-------------------|-------------------|
| Rémunération du commissaire aux comptes | 12 350,108 | 6 682,928 |
| Redevance du CMF | 657,653 | 903,523 |
| Créditeurs divers | 780,228 | 867,042 |
| Autres | 200,000 | - |
| Total | 13 987,989 | 8 453,493 |

Note 9 : Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital, au cours de l'exercice, se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2023

| | |
|---------------------------|----------------|
| Montant | 12 044 940,084 |
| Nombre de parts | 112 663 |
| Nombre de copropriétaires | 72 |

Souscriptions réalisées

| | |
|------------------------------------|---------------|
| Montant | 5 312 300,679 |
| Nombre de parts émises | 49 689 |
| Nombre de copropriétaires nouveaux | 2 |

Rachats effectués

| | |
|------------------------------------|-----------------|
| Montant | (8 372 521,143) |
| Nombre de parts rachetées | (78 313) |
| Nombre de copropriétaires sortants | (21) |

Autres mouvements

| | |
|--|---------------|
| Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres | (483,851) |
| Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres | 168 298,314 |
| Régularisation des sommes non distribuables | (11 610,704) |
| Résultat incorporé à la V.L | 676 184,265 |
| Régularisation de résultat incorporé à la V.L | (171 796,402) |

Capital au 31-12-2024

| | |
|---------------------------|---------------|
| Montant | 9 645 311,242 |
| Nombre de parts | 84 039 |
| Nombre de copropriétaires | 53 |

Note 10 : Revenus du portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 450.143,541 contre D : 462.090,228 au 31/12/2023 et se détaille ainsi :

| | Année 2024 | Année 2023 |
|--|--------------------|--------------------|
| <u>Revenus des obligations et valeurs assimilées</u> | | |
| Revenus des obligations | | |
| - intérêts | 143 015,354 | 157 080,381 |
| Revenus des titres émis par le trésor et négociables sur le marché financier | | |
| - intérêts (BTA et emprunt national) | 282 085,061 | 302 500,599 |
| <u>Dividendes</u> | | |
| -des titres OPCVM | 25 043,126 | 2 509,248 |
| TOTAL | 450 143,541 | 462 090,228 |

Note 11 : Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 50.459,484 contre D : 53.327,959 au 31/12/2023 et se détaille ainsi :

| | Année 2024 | Année 2023 |
|---|-------------------|-------------------|
| Intérêts des dépôts à vue | 1 615,876 | 7 507,925 |
| Intérêts des comptes à terme | 27 147,223 | 29 170,279 |
| Intérêts des bons du trésor à court terme | - | 503,830 |
| Intérêts des certificats de dépôt | 21 696,385 | 16 145,925 |
| TOTAL | 50 459,484 | 53 327,959 |

Note 12 : Revenus des prises en pension

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 163.631,824 contre D : 348.766,884 au 31/12/2023 et se détaille ainsi :

| | Année 2024 | Année 2023 |
|-------------------------------|--------------------|--------------------|
| Intérêts des pensions livrées | 163 631,824 | 348 766,884 |
| TOTAL | 163 631,824 | 348 766,884 |

Note 13 : Charges de gestion des placements

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 120.712,094 contre D : 137.253,869 au 31/12/2023 se détaillant ainsi :

| | <u>31/12/2024</u> | <u>31/12/2023</u> |
|------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Rémunération du gestionnaire | 102 871,218 | 119 403,909 |
| Rémunération du dépositaire | 17 840,876 | 17 849,960 |
| Total | <u>120 712,094</u> | <u>137 253,869</u> |

Note 14 : Autres charges

Les autres charges s'élèvent au 31/12/2024 à D : 31.681,145 contre D : 35.030,610 au 31/12/2023 se détaillant comme suit :

| | <u>31/12/2024</u> | <u>31/12/2023</u> |
|------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Redevance CMF | 10 805,806 | 12 589,747 |
| Honoraires commissaire aux comptes | 16 470,000 | 13 757,368 |
| Services bancaires | 174,097 | 2 961,648 |
| Commissions sur pensions livrées | 3 729,242 | 5 488,247 |
| Impôt et taxes | 102,000 | 233,600 |
| Autres | 400,000 | - |
| Total | <u>31 681,145</u> | <u>35 030,610</u> |

Note 15 : Autres informations

15.1. Données par part et ratios pertinents

| <u>Données par part</u> | <u>2024</u> | <u>2023</u> | <u>2022</u> | <u>2021</u> | <u>2020</u> |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| Revenus des placements | 7,904 | 7,671 | 7,133 | 9,141 | 0,746 |
| Charges de gestion des placements | (1,436) | (1,218) | (1,122) | (1,469) | (0,545) |
| Revenus net des placements | 6,468 | 6,452 | 6,011 | 7,672 | 0,201 |
| Autres charges | (0,377) | (0,311) | (0,271) | (0,274) | (0,167) |
| Résultat d'exploitation (1) | 6,091 | 6,141 | 5,740 | 7,398 | 0,034 |
| Régularisation du résultat d'exploitation | (0,614) | (0,139) | (0,020) | (2,280) | (3,685) |
| Sommes distribuables de l'exercice | 5,477 | 6,002 | 5,720 | 5,118 | (3,651) |
| Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres | (0,006) | 0,509 | 0,264 | 0,183 | (0,062) |
| Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres | 2,003 | 0,278 | 0,027 | 0,305 | 0,606 |
| Frais de négociation de titres | 0,000 | 0,000 | 0,000 | 0,000 | (0,031) |
| Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation (2) | 1,997 | 0,787 | 0,291 | 0,488 | 0,513 |
| Résultat net de l'exercice (1) + (2) | 8,087 | 6,928 | 6,031 | 7,886 | 0,547 |
| Résultat non distribuable de l'exercice | 1,997 | 0,787 | 0,291 | 0,488 | 0,513 |
| Régularisation du résultat non distribuable | (0,138) | 0,004 | 0,003 | (0,039) | (6,098) |
| Sommes non distribuables de l'exercice | 1,859 | 0,791 | 0,294 | 0,448 | (5,585) |
| Valeur liquidative | 120,249 | 112,913 | 106,121 | 100,107 | 94,540 |
| Ratios de gestion des placements | | | | | |
| Charges de gestion de placement / actif net moyen | 1,23% | 1,11% | 1,09% | 1,51% | 0,55% |
| Autres charges / actif net moyen | 0,32% | 0,28% | 0,26% | 0,28% | 0,17% |
| Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen | 4,70% | 5,48% | 5,55% | 5,26% | (3,68%) |

15.2 Rémunération du gestionnaire et du dépositaire

La gestion de "FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE" est confiée à la Société de gestion "SMART ASSET MANAGMENT". Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et comptable du fonds. En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 0,8% HT, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

L'AMEN BANK assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres. En contre partie de ses prestations, le dépositaire perçoit une rémunération annuelle de 0,15% HT, calculée sur la base de l'actif net quotidien, avec un minimum annuel de D : 5.000 dinars HT et un maximum de 15.000 dinars HT par an.